

TABLE DES MATIÈRES

<i>Préface</i>	VII
<i>Avant-propos et remerciements</i>	IX
<i>Biographies des auteurs</i>	XV
<i>Table des abréviations</i>	XXXVII

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE DROIT COMPARÉ ET BIJURIDISME CANADIEN

Introduction	1
I. Contribution à l'étude du droit comparé	3
II. Contribution à l'étude du bijuridisme canadien	14
A. Cadre d'analyse	20
1. Critère de la nécessité	21
2. Critère de l'exclusion	23
B. Illustrations	29
1. Arrêt <i>DIMS</i>	30
2. Arrêt <i>AYSA</i>	32
Conclusion	37

CHAPITRE 1 INTRODUCTION À LA COMMON LAW CANADIENNE

Introduction	39
I. Legs anglais	40
A. Éclatement du Moyen Âge	40

1.	Cours royales	41
2.	Système des brevets	42
3.	Formation professionnelle distincte	44
4.	Cour de la Chancellerie	46
5.	Émergence de la législation	47
6.	Littérature juridique abondante	47
B.	Période moderne	49
1.	Publication des motifs de jugement et langue du droit	49
2.	Equity et common law	52
3.	Recours contre les jugements et Chambre des lords	53
4.	Absence de codification	55
5.	Littérature juridique	56
II.	Acclimatation canadienne	59
A.	Premiers Peuples et fondements des régimes coloniaux .	60
1.	Systèmes juridiques sophistiqués	60
2.	Effacement de la normativité autochtone par la common law	62
3.	Distinction entre les colonies conquises et les colonies de peuplement	65
4.	Réception de la common law et des lois anglaises dans les colonies de peuplement	66
5.	Inapplicabilité des lois anglaises en raison des conditions coloniales	68
B.	Écarts entre le droit anglais et le droit colonial ou canadien	71
1.	Esclavage	72
2.	Maritimes	73
3.	Ontario, Prairies et Colombie-Britannique	75
4.	Comité judiciaire du Conseil privé	78
5.	Cour suprême du Canada	81

III. Maturation de la common law canadienne	85
A. Autorité des précédents au Canada	85
1. Relations verticale et horizontale	86
2. Décisions donnant lieu à des distinctions	88
3. <i>Ratio decidendi</i> et <i>obiter dictum</i>	91
4. Revirement jurisprudentiel	94
B. Mentalité et valeurs distinctes	96
1. Esprit de la common law	97
2. Protection des libertés et hostilité à l'égard de la loi	100
3. Influence du christianisme et des droits fondamentaux	102
4. Réalisme et mouvements critiques	104
5. Analyse économique du droit	104
6. Influence du féminisme	105
7. Premiers Peuples et personnes racisées	107
C. Common law en français	108
1. Traduction des lois et des jugements	109
2. Programme de common law en français de l'Université d'Ottawa	111
3. Faculté de droit de l'Université de Moncton	112
4. Création d'un vocabulaire spécifique	113
Conclusion	118
Bibliographie choisie	120

CHAPITRE 2 DROIT DES BIENS

Introduction	123
I. Présentation générale	123
A. Biens réels	127
1. Conception féodale des biens réels	127

a)	Réalité socio-économique médiévale :	
tenure	128
i)	Fief et tenure	128
ii)	Types de tenures	129
iii)	Accessoires attachés aux tenures	130
b)	Invention juridique intemporelle :	
domaine	131
i)	Contrôle du devenir des biens réels dans le temps	131
ii)	Par-delà la tenure, le fief comme domaine	132
2.	Nature relative des biens réels	134
a)	Domaines à modeler	135
i)	Domaine franc	135
ii)	Domaine à bail	137
b)	Instruments de la spécialisation	139
i)	Intérêts futurs	139
ii)	Grèvements	144
iii)	Copropriété	147
c)	Par-delà la diversité, l'unité conceptuelle et la relativité	148
B.	Biens personnels	151
1.	Nature exclusive des biens personnels	152
a)	Nomenclature réceptive à la modernité	152
i)	Choses possessoires	152
ii)	Choses non possessoires	152
b)	Exclusivité étrangère à la logique féodale	153
2.	Dimension relative sous-jacente des biens personnels	154
a)	Possession et régime des objets trouvés	154
b)	Institution du bailment	158
II.	Éléments spécifiques	160

A.	Juge, equity et « proprietary estoppel »	161
1.	Éléments constitutifs modulables	164
2.	Effet d'amplitude variable	167
a)	Application du « proprietary estoppel » à titre de principe actif	168
b)	Typologie des remèdes disponibles	171
i)	Concession d'un droit réel de régularisation sur le fonds d'autrui	171
ii)	Cession forcée de l'immeuble litigieux . . .	176
B.	Verrou législatif découlant de l'enregistrement	177
1.	Système d'enregistrement des actes	178
2.	Système d'enregistrement des titres	179
C.	Leçons de la confrontation	182
1.	« Proprietary estoppel » face au droit de l'enregistrement	182
2.	Voies de contournement	184
a)	Recours à la notion d'« equity »	185
b)	Interprétation utile des lois sur l'enregistrement	188
3.	Incidence sur le droit des biens	192
	Conclusion	194
	Bibliographie choisie	198

CHAPITRE 3 DROIT DES FIDUCIES

	Introduction	201
A.	Définition de la fiducie	203
B.	Distinction entre la fiducie et la relation fiduciale	205
I.	Survol historique	207
II.	Classification	210
A.	Fiducies expresses	211

1.	Fiducies personnelles	212
a)	Description	212
b)	Conditions de fond	213
i)	Certitude quant à l'intention	214
ii)	Certitude quant à la matière	215
iii)	Certitude quant à l'objet	216
c)	Conditions de forme	217
d)	Restrictions	218
i)	Interdiction des dévolutions perpétuelles et d'inaliénabilité	218
ii)	Capitalisation	220
e)	Équivalent québécois	220
2.	Fiducies finalitaires caritatives	221
a)	Avantages	223
b)	Conditions de validité	227
i)	Bienfait d'intérêt public	227
ii)	Nature caritative	228
iii)	Objets exclusivement caritatifs	232
iv)	Autres conditions	233
3.	Fiducies finalitaires non caritatives	233
a)	Problématique	233
b)	Équivalent québécois	236
B.	Fiducies judiciaires	237
1.	Fiducies résultoires	238
2.	Fiducies constructoires	244
a)	Fiducies constructoires réparatoires	246
b)	Fiducies constructoires institutionnelles	250
c)	Équivalent québécois	254
C.	Fiducies législatives	256

III.	Administration, extinction et modification	258
A.	Administration de la fiducie	258
1.	Nomination et destitution du fiduciaire	259
2.	Pouvoirs et devoirs des fiduciaires	260
a)	Pouvoirs des fiduciaires	260
b)	Devoirs des fiduciaires	263
3.	Équivalent québécois	266
B.	Extinction et modification de la fiducie	267
1.	Extinction	267
a)	Par le constituant	267
b)	Par le bénéficiaire	267
2.	Modification	268
3.	Équivalent québécois	269
IV.	Violation de la fiducie	270
A.	Réparations personnelles	271
B.	Réparations réelles	273
C.	Équivalent québécois	279
	Conclusion	279
	Bibliographie choisie	280

CHAPITRE 4 DROIT DES CONTRATS

	Introduction	283
I.	Classification des contrats	291
A.	Contrat informel ou ordinaire	291
B.	Contrat formel : acte sous le sceau	292
II.	Négociation de l'obligation	293
A.	Fondement contractuel	296
B.	Fondement en délit ou en equity	298

III. Création de l'obligation contractuelle	300
A. Création de l'obligation : actes à accomplir	301
1. Offre	301
2. Extinction de l'offre	302
3. Acceptation	303
4. Distinction entre un contrat synallagmatique et un contrat unilatéral	307
5. Intention de conclure un contrat	309
B. Création de l'obligation : aspect qualitatif	313
1. Contrepartie	313
a) Entente modifiant un contrat existant	317
b) Contrat d'approvisionnement exclusif	320
2. Doctrine de la relativité du contrat	322
3. Imprécision	329
4. Doctrine de la préclusion promissoire	331
IV. Interprétation du contrat	334
A. Détermination de l'objet du contrat	336
1. Ajout d'un engagement accessoire ou d'une obligation implicite	339
a) Obligation implicite nécessaire	340
b) Obligation implicite fondée sur l'usage ou une pratique de commerce	341
c) Obligation implicite légale	341
2. Réduction des engagements	342
B. Interprétation du contrat établie par le tribunal	346
C. Bonne foi	355
V. Inexécution du contrat	360
A. Justification de l'inexécution	363
1. Illégalité	363
2. Contrainte	366

3. Abus de pouvoir	366
4. Erreur	367
5. Iniquité	373
6. Violation d'une condition	374
B. Réparations en cas d'inexécution du contrat	376
VI. Commerce électronique	382
Conclusion	386
Bibliographie choisie	388

CHAPITRE 5 DROIT DES DÉLITS

Introduction	391
I. Présentation générale du droit des délits	393
A. Structure du droit des délits	393
1. Emprise du système des brefs	393
2. Éléments de la responsabilité délictuelle	398
3. Fondements de la responsabilité en droit des délits	398
a) Faute	399
b) Protection des droits	401
c) Manifestations de la responsabilité stricte	403
i) Responsabilité stricte par voie législative	405
ii) Animaux	406
iii) Règle de l'arrêt <i>Rylands</i>	407
iv) Responsabilité du fait d'autrui	407
4. Concomitance en matière délictuelle et contractuelle	411
5. Responsabilité, volonté et capacité	413
B. Délits intentionnels	415
1. Notions d'intention, de mobile et de provocation	416

2.	Atteintes à la personne	417
a)	Atteintes directes	418
b)	Atteintes indirectes	419
3.	Atteintes au patrimoine	421
4.	Moyens de défense opposables aux délits intentionnels	426
C.	Nuisance	428
1.	La nuisance privée	429
2.	La nuisance publique	431
3.	Les moyens de défense opposables au délit de nuisance	432
D.	Diffamation	433
1.	Encadrement législatif	434
2.	Éléments constitutifs du délit	435
3.	Moyens de défense	437
E.	Délit de négligence	440
1.	Obligation de diligence	441
a)	Cadre d'analyse	441
b)	Rôle des catégories de précédents	445
c)	Existence d'un cadre législatif	449
2.	Manquement à la norme de diligence	450
3.	Causalité factuelle	453
a)	Critères d'analyse	453
b)	Norme de preuve et inférence défavorable	455
c)	Partage de la responsabilité	455
d)	Perte d'une chance	456
4.	Proximité causale	456
a)	Critère d'analyse	457
b)	Causes intervenantes	459
5.	Domage	461

6. Défenses à la responsabilité fondée sur la négligence	462
a) Négligence contributive	463
b) Acceptation volontaire du risque	465
c) Illégalité de la conduite du demandeur	467
d) Accident inévitable	468
F. Réparation	468
1. Dommages-intérêts punitifs	469
2. Dommages-intérêts compensatoires	470
II. Évolution contemporaine du droit des délits	473
A. Émergence de nouveaux délits intentionnels en common law	474
1. Atteintes à la vie privée	479
2. Harcèlement	483
3. Sommaire et analyse	486
B. Redéfinition de l'obligation de diligence	488
1. Cadre d'analyse Anns/Cooper	490
2. Catégories d'obligations	494
3. Deux phénomènes complémentaires	497
C. Quelques constats sur l'évolution du droit des délits	497
Conclusion	499
Bibliographie choisie	501

CHAPITRE 6 DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ

Introduction	503
A. Règles applicables aux litiges interprovinciaux et internationaux	507
B. Conflits de lois	512
I. Détermination de la compétence juridictionnelle	513
A. Consentement des parties	515

1.	Reconnaissance de la compétence du tribunal par soumission	516
2.	Entente entre les parties	519
3.	Lien avec le droit applicable	525
B.	Tribunal du domicile du défendeur (compétence générale)	526
1.	Personnes	526
2.	Personnes morales	528
3.	Affaires extrapatrimoniales devant les tribunaux québécois	531
C.	Liens entre le litige et le tribunal saisi	532
D.	Fondements de la compétence découlant de l'exercice du pouvoir discrétionnaire des tribunaux	536
E.	Exercice du pouvoir discrétionnaire de décliner compétence	542
1.	Déclaration de compétence à l'égard de défendeurs de l'extérieur de la province	542
2.	Déclaration d'incompétence fondée sur le principe du <i>forum non conveniens</i>	543
3.	Déclinaison de compétence afin d'éviter la multiplicité des instances	551
4.	Injonctions visant à empêcher des poursuites à l'étranger	553
F.	Codification du droit en matière de compétence dans les provinces de common law	554
II.	Effets des jugements étrangers	554
A.	Compétence du tribunal qui a rendu le jugement	556
1.	Provinces de common law	557
2.	Québec	558
B.	Caractère définitif de la décision	560
C.	Exclusion du droit public étranger	561
D.	Inefficacité du jugement étranger obtenu par fraude ou contraire à l'ordre public	562

III. Détermination du droit applicable au fond	564
A. Mise en preuve du droit étranger	564
B. Qualification	567
C. Renvoi	569
D. Questions procédurales	571
E. Exclusion du droit public étranger	573
F. Ordre public	576
G. Lois de police	577
IV. Règles de conflit des lois	578
A. Les délits	578
1. Contexte historique	578
2. Évolution récente du droit dans les provinces de common law	581
3. Perspective québécoise	582
B. Les contrats	586
1. Droit applicable aux obligations contractuelles . . .	586
2. Questions qui relèvent du droit applicable	588
3. Questions qui relèvent d'un autre droit	589
Conclusion	590
Bibliographie choisie	591
TABLE DE LA LÉGISLATION	593
TABLE DE LA JURISPRUDENCE	619
INDEX ANALYTIQUE	649